



Conseil de l'UE des ministres de la démographie



**“Comment gérer le vieillissement des populations au
sein de l'UE?”**

Commissaires : Elena Calleja, Gabriel Benito, Hugo Symchowicz

SOMMAIRE :

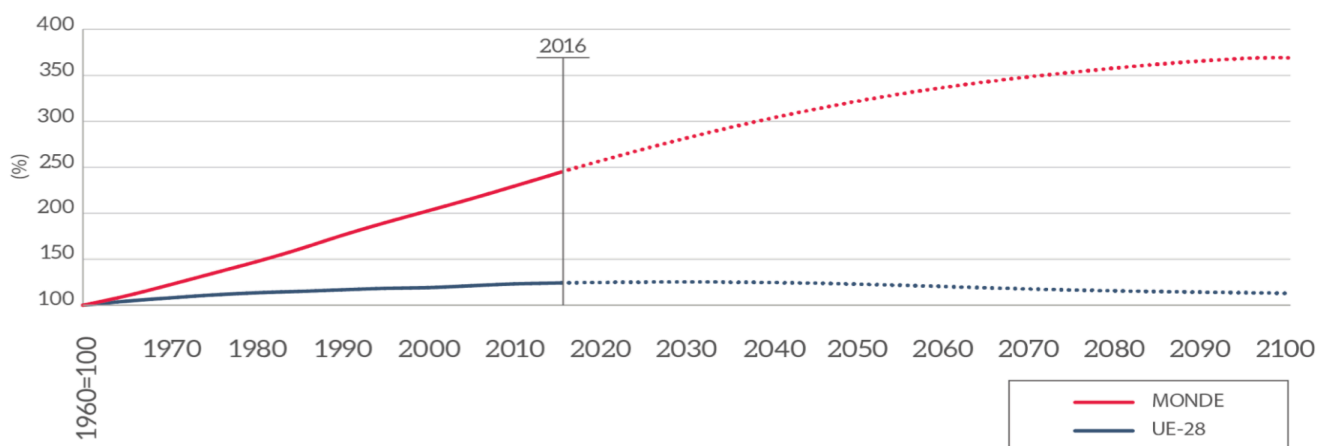
SOMMAIRE :	2
I) INTRODUCTION :	3
II) CROISSANCE DE LA POPULATION EUROPÉENNE, NATALITÉ, EXODE DES CERVEAUX :	5
A. Tendances démographiques dans l'UE.....	5
B. Les causes et les effets des transitions démographiques.....	6
C. Les incidences de l'évolution démographique dans l'UE.....	7
III) LA MIGRATION DANS LES PAYS EUROPÉENS :	11
IV) LA PROBLÉMATIQUE DES PENSIONS :	15
A. Le fonctionnement du système de pensions et le problème qui se pose.....	15
B. Le vieillissement de la population européenne.....	16
C. Le chômage.....	18
D. La complexité des réformes possibles.....	19
V) BIBLIOGRAPHIE :	20

I) INTRODUCTION :

La démographie est l'étude quantitative des populations humaines et de leurs dynamiques, en tenant compte de plusieurs composantes : fécondité, nuptialité, migration, vieillissement et mortalité.

La démographie est un sujet crucial au sein de l'Union Européenne. L'économie, le marché du travail, les pensions, les recettes des États, l'environnement et le résultat des élections sont tous liés à la démographie. Depuis 1960, la population de l'Union Européenne a augmenté d'environ 25 %, atteignant aujourd'hui plus de 500 millions d'habitants.. De nos jours, la population de l'Union croît lentement avec des prévisions de diminution à long terme tandis que la population mondiale continue d'augmenter fortement. Ainsi, la part de l'Union européenne dans la population mondiale est en constant recul, puisqu'elle n'est que de 6,9 % à ce jour (contre 13,5 % en 1960) et devrait descendre à seulement 4,1 % d'ici à la fin de ce siècle.

Graphique 1 – UE-28 et population mondiale (1960=100)



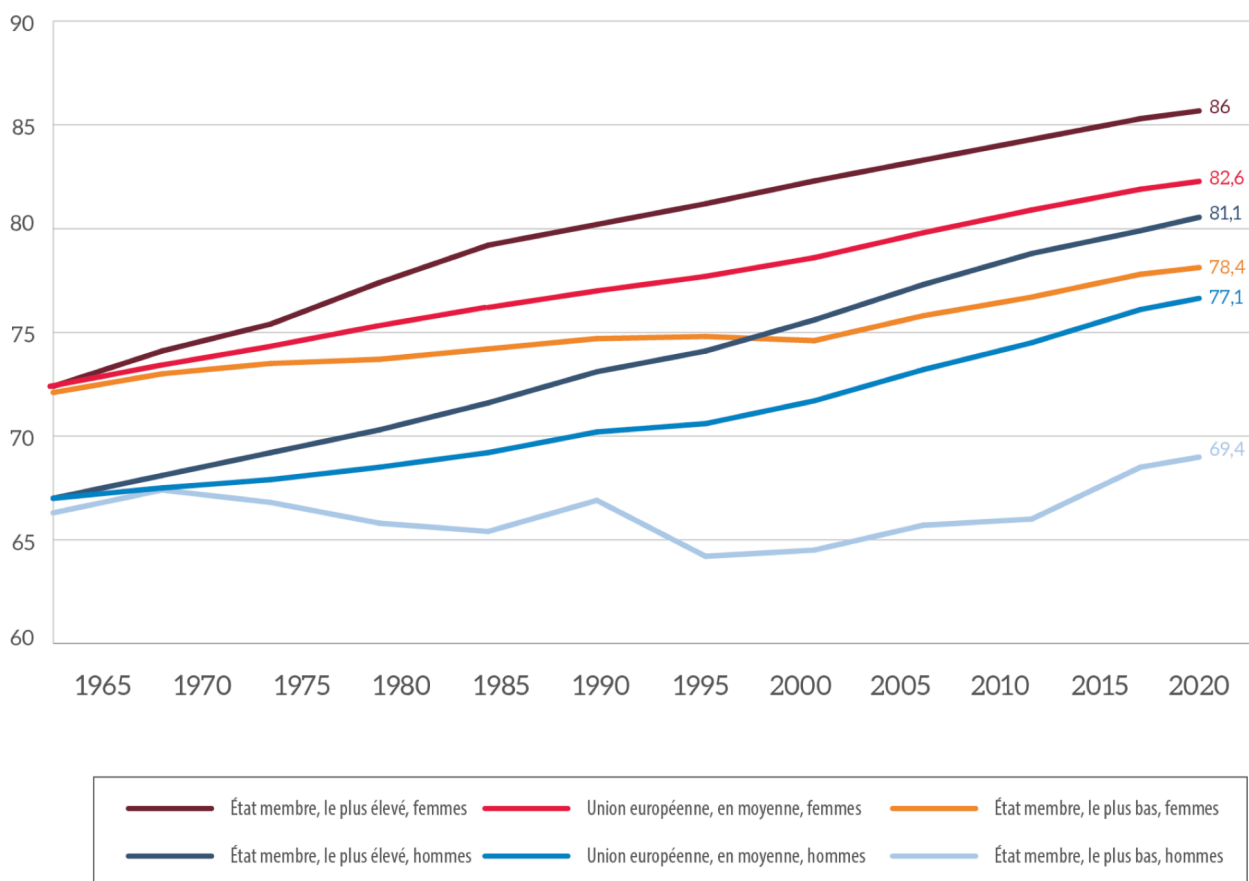
Source: EPRS d'après les données du DAES de l'ONU.

De plus, depuis 1960 l'espérance de vie moyenne dans l'UE a augmenté de plus de 10 ans pour les hommes et les femmes, atteignant en moyenne 82,6 ans pour les femmes et 77,1 pour les hommes. Cependant, en même temps la natalité a fortement baissé, passant de 2,5 enfants par femmes en 1960 à environ 1,6 aujourd'hui, un chiffre qui se situe bien en dessous des 2,1 naissances par femme nécessaires dans les pays développés pour maintenir la population à long terme en

l'absence d'immigration. En effet, l'immigration est devenue de plus en plus importante pour le maintien de la population.

Ces facteurs ont entraîné un vieillissement important de la population de l'UE. La population active (âgée entre 15 et 64 ans) a diminué pour la première fois en 2010, tandis que la population des plus de 80 ans devrait doubler d'ici 2050. En même temps, le ratio de personnes en âge de travailler pour chaque personne âgée de 65 ans ou plus devrait tomber à 2. Ainsi, le vieillissement de la société entraînera une demande croissante en services de santé et de soins, tout en accentuant la pression sur le système de pensions. Comment faire face au vieillissement des populations au sein de l'UE ? Quelles solutions envisager face à la décroissance démographique ?

Espérance de vie moyenne des femmes et des hommes à la naissance :



Source: EPRS, d'après les données du DAES de l'ONU (Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations unies).

II) CROISSANCE DE LA POPULATION EUROPÉENNE, NATALITÉ, EXODE DES CERVEAUX :

A. Tendances démographiques dans l'UE

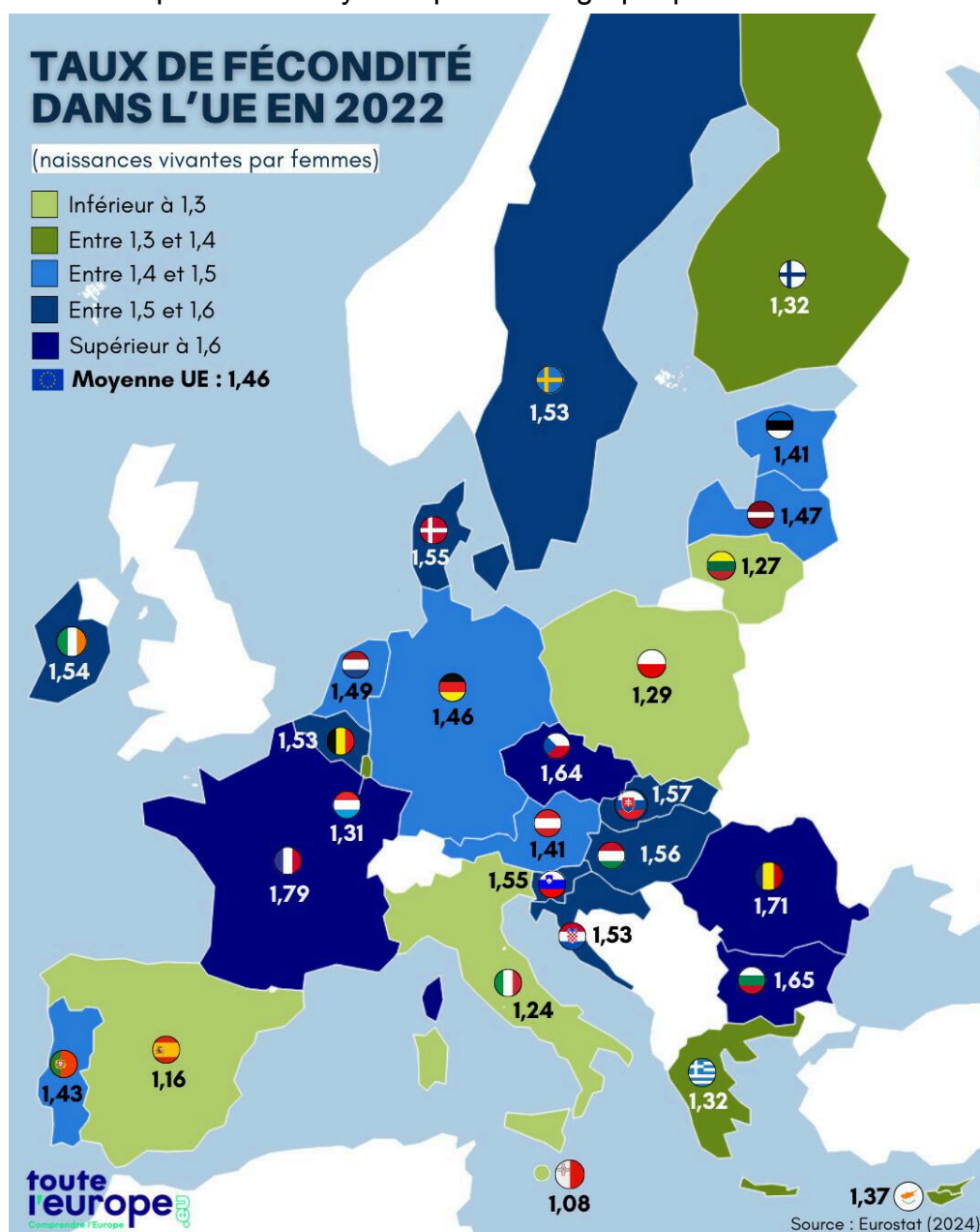
Depuis 1960, la population des 27 pays qui composent aujourd'hui l'Union européenne est passée de 376 à 455 millions. En 2005, la population européenne a encore augmenté de 2,5 millions d'habitants, soit 0,5 %. Pourquoi, alors, cette crainte récurrente d'un déclin démographique ? En réalité, L'Europe connaît une transformation démographique majeure. Cette évolution démographique a une incidence profonde sur la vie quotidienne, exige des solutions globales et intégrées.

La fuite des cerveaux entraîne une perte de travailleurs qualifiés dans les « régions d'origine », au profit des « régions d'accueil », en raison de l'émigration permanente. La libre circulation des travailleurs, l'un des quatre piliers de l'UE et de son marché unique, favorise cette dynamique. Suite à la crise économique de 2008, de nombreux jeunes professionnels d'Europe du Sud et de l'Est ont émigré vers l'Europe du Nord-Ouest. De même, la crise du Covid-19 pourrait avoir un effet similaire : la réduction de l'activité économique et le chômage devraient provoquer une nouvelle vague de migration, tant au sein des États membres qu'entre eux. À l'Est, des pays comme la Pologne et la Roumanie font face à une fuite des cerveaux depuis la fin des démocraties populaires, ce qui a entraîné une augmentation de la part des personnes âgées dans l'ensemble de leur population.

Le solde naturel négatif de la population de l'UE en 2012 a marqué le premier déclin naturel de sa population, avec plus de décès que de naissances enregistrés. Si l'on ne tient pas compte de la migration, et que nous parlons uniquement sur le solde naturel, à long terme, la population diminuerait considérablement. Des projections indiquent que l'UE devrait connaître une diminution progressive de 4 millions d'habitants d'ici 2050. Avec un taux de fécondité moyen de 1,53 enfant par femme, l'UE ne garantit pas un renouvellement soutenable de sa population. Certains États membres rencontrent déjà des difficultés. Par exemple, l'Italie est passée sous la barre des 60 millions d'habitants il y a dix ans, et des projections annoncent une baisse de 20 % de sa population d'ici 2070.

B. Les causes et les effets des transitions démographiques

Les transitions démographiques ont déclenché de nombreux changements au sein de l'UE, notamment une baisse du taux de fécondité. En 2022, le nombre moyen de naissances par femme était de 1,46, ce qui est nettement inférieur à la valeur de 2,1 nécessaire pour maintenir une population stable. De plus, certains changements sociétaux, comme la diminution du télétravail, pourraient également avoir un impact sur les dynamiques démographiques.



La part des Européens dans la population mondiale a nettement diminué et cette tendance se poursuit. Elle représentera environ 4 % de la population mondiale en 2070, contre 6 % aujourd'hui et 13,5 % en 1960. Ainsi, l'exode rural et la fuite des cerveaux creusent les disparités de développement dans les régions les plus dépeuplées de l'UE. La fuite ou "exode des cerveaux" désigne la migration des travailleurs qualifiés ou très qualifiés du Sud vers les pays développés : ingénieurs, techniciens, informaticiens, spécialistes de la finance, médecins, professionnels de santé, étudiants, etc.

La plupart des migrations sont motivées par des raisons économiques. La main-d'œuvre se déplace d'un marché à l'autre et, lorsque le revenu des travailleurs migrants augmente, les employeurs comme les consommateurs en profitent. Une fois bien installés dans le pays de destination, ces migrants instruits et qualifiés deviennent des acteurs de la société et contribuent à stimuler la productivité et à générer de la croissance pour l'économie locale.

“ Le piège du développement correspond à l'incapacité d'attirer des personnes en âge de travailler, lorsqu'une région est caractérisée par une diminution de la population en âge de travailler, une augmentation de la population âgée, un pourcentage élevé de chômage chez les jeunes, une stagnation du nombre de personnes diplômées de l'enseignement supérieur et un exode des jeunes vers d'autres pays “ explique à Equal Times l'eurodéputée socialiste espagnole Cristina Maestre Martín de Almagro, rapporteuse du rapport du Parlement européen.

C. Les incidences de l'évolution démographique dans l'UE

L'évolution démographique a eu plusieurs conséquences, parmi lesquelles celle du marché du travail. Face à la diminution de la population européenne en âge de travailler, il est nécessaire d'intégrer davantage de personnes sur le marché du travail et/ou d'accroître la productivité grâce aux progrès technologiques et au développement des compétences, afin de soutenir la croissance économique. En lien avec cela, l'emploi évolue également. Les Européens vivent plus longtemps et en meilleure santé ; nombreux sont ceux qui souhaitent travailler plus longtemps, mais pas nécessairement dans le même type d'emploi.

La démographie est déséquilibrée ; l'évolution démographique n'est pas la même dans tous les pays ni dans toutes les régions. Alors qu'un certain nombre d'États membres de l'UE devraient connaître une baisse de leur population dans les prochaines années, d'autres devraient enregistrer une croissance démographique au cours de la même période. Les départs persistants de personnes instruites et

qualifiées pèsent lourdement sur les pays d'origine, ce qui se répercute sur la productivité économique et le développement des services publics essentiels, notamment la santé et l'éducation.

Le 19 janvier 2024, Euronews s'est entretenu avec la commissaire Dubravka Šuica, vice-présidente de la Commission européenne chargée de la démocratie et de la démographie, à l'occasion d'un sommet sur la démographie qui s'est tenu à Athènes, en Grèce.

Pour aider les États à relever les défis démographiques, la commissaire Šuica a déclaré à Euronews que l'UE fournissait des outils. La Commission a adopté une communication présentant un ensemble d'outils à la disposition des États membres pour gérer l'évolution démographique et ses incidences sur la société et l'économie de l'UE, y compris sur sa compétitivité au niveau mondial. Cette boîte à outils peut contribuer à stimuler, affiner et mieux coordonner les politiques au niveau de l'UE et au niveau national.

La communication décrit le large éventail d'outils (y compris les instruments réglementaires, les cadres d'action et les financements) dont disposent les États membres pour y parvenir. Ces outils peuvent se combiner efficacement avec les politiques nationales et régionales afin de donner à chacun les moyens de tirer parti de l'évolution démographique et de relever sans heurts les défis qu'elle pose.

La boîte à outils « démographie » s'appuie sur des expériences acquises dans toute l'UE et définit une approche globale de l'évolution démographique articulée autour de quatre piliers :

1. soutenir les parents en permettant de mieux concilier vie de famille et travail rémunéré, en garantissant notamment l'accès à des services de garde d'enfants de qualité ainsi qu'un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée ;
2. soutenir les jeunes générations et leur donner les moyens de prospérer et de développer leurs compétences, leur faciliter l'accès au marché du travail et à un logement abordable ;
3. donner aux générations plus âgées les moyens d'agir et préserver leur prospérité en menant des réformes combinées à des politiques appropriées concernant le marché de l'emploi et les lieux de travail ;
4. s'il y a lieu, remédier aux pénuries de main-d'œuvre grâce à une migration légale gérée, en pleine complémentarité avec la mise à profit des talents de l'UE.

La panoplie d'instruments reconnaît la nécessité de prendre en compte la dimension territoriale des changements démographiques, en particulier dans les régions confrontées aux phénomènes de déclin démographique et de mobilité

sortante importante des jeunes travailleurs (« fuite des cerveaux »). La clé de la résolution de ce problème réside dans « la transformation de l'environnement rural afin de le rendre attractif et de retenir la population ». Par exemple, accroître la productivité et offrir des salaires plus compétitifs dans les métiers fortement qualifiés — dont beaucoup relèvent du secteur public — inciterait les professionnels à rester dans leur pays. Parallèlement, le développement du secteur privé et la création d'emplois doivent s'accompagner de réformes du secteur public, sans lesquelles les personnes hautement qualifiées continueront à émigrer. Il est également essentiel de lutter contre la discrimination à l'égard des femmes sur le marché du travail. Parmi toutes les catégories de migrants, la main-d'œuvre féminine très qualifiée est celle qui connaît actuellement l'essor le plus rapide en Europe. Par ailleurs, il apparaît que les États disposent aussi d'un levier efficace pour encourager leurs concitoyens hautement qualifiés à revenir au pays : offrir des incitations fiscales au retour. Cette approche prometteuse permettrait de soutenir la croissance économique, en particulier lorsque les migrants reviennent avec des capitaux et des connaissances, et lorsque le pays d'origine leur assure des conditions de retour adaptées pour qu'ils puissent utiliser pleinement leurs compétences et leur expérience. Néanmoins, le moyen le plus efficace à long terme pour endiguer la fuite des cerveaux est avant tout de dissuader les citoyens de quitter leur pays en leur donnant une raison de rester, c'est-à-dire en leur assurant de meilleurs emplois, davantage de perspectives et un niveau de vie plus élevé.

Il est important que les politiques des États membres soient fondées sur les réalités locales, étant donné que les défis démographiques varient d'un État membre à l'autre et d'une région à l'autre. L'égalité entre les hommes et les femmes, l'absence de discrimination et l'équité entre les générations doivent être au cœur des choix politiques. Les technologies numériques sont à même de renforcer l'avantage concurrentiel de l'Europe et de contribuer à compenser les effets de l'évolution démographique. Les décideurs politiques devraient promouvoir la participation active des citoyens à cet effort et y associer tous les acteurs : partenaires sociaux, organisations de la société civile, etc.

Outre les instruments réglementaires et les cadres d'action, un certain nombre d'instruments de financement sont disponibles au niveau de l'UE pour soutenir les États membres, tels que la Facilité pour la reprise et la résilience et le Fonds social européen plus (FSE+).

De plus, en vue d'améliorer les outils disponibles pour relever les défis démographiques, la Commission met en place plusieurs instruments. Elle étoffera les bases de données et les éléments probants disponibles, notamment en poursuivant l'élaboration de l'atlas de la démographie, en aidant les États membres à améliorer leurs statistiques en matière de population et de logement, et en

soutenant les activités d'analyse et les recherches pertinentes. Elle soutiendra l'élaboration et/ou la mise à niveau des politiques liées à la démographie à tous les niveaux, notamment en recourant à l'instrument d'appui technique et en intégrant, le cas échéant, les préoccupations démographiques dans les propositions politiques pertinentes au niveau de l'UE. Enfin, elle veillera à ce qu'aucune région de l'UE ne soit laissée pour compte, notamment en lançant officiellement la plateforme « *Harnessing Talent* » (Mettre à profit les talents) les 23 et 24 novembre 2023 et en procédant à d'autres appels au titre du mécanisme de valorisation des talents.

Les pays membres mettent en place leur propre politique nataliste, entraînant des disparités au sein de l'UE. Cette dernière a indiqué, à travers la directive 2019/1158 concernant « l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants », que le travailleur a droit à un congé parental de quatre mois, dont deux payés, jusqu'aux 8 ans de l'enfant. Le congé parental est un élément important d'une politique nataliste, car il permet aux parents de préparer au mieux l'arrivée de l'enfant. Le congé parental devrait même être remplacé en France par un congé de naissance, jugé plus attractif.

À travers le congé parental, les États membres souhaitent faciliter l'arrivée de l'enfant sans perturber l'équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle des parents. Certains États ont aussi fait le choix d'élaborer des aides financières à la naissance. En Grèce, 2000 € sont accordés à la femme après une naissance, à condition qu'elle réside légalement et depuis un certain temps sur le territoire national. Bien qu'il existe d'autres aides, les chiffres cités permettent de se rendre compte de la disparité des politiques natalistes entre les pays européens.

Selon une enquête Eurobaromètre sur la démographie publiée le 11 Octobre 2023, 7 Européens sur 10 estiment que les tendances démographiques mettent en péril la prospérité économique et la compétitivité à long terme de l'UE. Les défis démographiques les plus urgents sont, en premier lieu, le vieillissement de la population (pour 42 % des sondés), puis, à égalité, la diminution de la population en âge de travailler et les pénuries de main-d'œuvre (40 %).

Au cours des prochaines années, si des mesures concertées et décisives ne sont pas prises pour surmonter ces difficultés, la population de l'UE pourrait continuer à se réduire et à vieillir, ce qui aurait des incidences négatives sur l'économie, la société et la compétitivité à long terme de l'UE. Si de telles tendances venaient à se poursuivre, elles pourraient en effet exacerber les pénuries de main-d'œuvre et accroître la pression sur les budgets publics, tout en ayant de profonds effets sur les investissements et la productivité.

Certains États membres ou régions sont plus touchés que d'autres : l'évolution démographique affecte en outre la cohésion sociale, territoriale et intergénérationnelle de nos sociétés démocratiques, ce qui risque d'aggraver les fractures socio-économiques existantes au détriment de tous.

III) LA MIGRATION DANS LES PAYS EUROPÉENS :

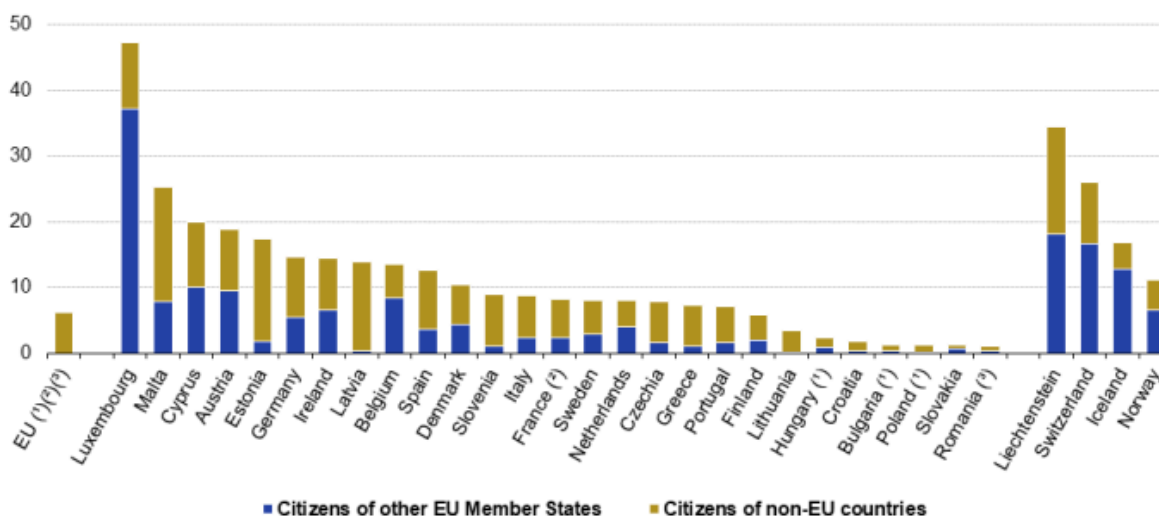
La migration est le résultat d'une combinaison de facteurs économiques, politiques, sociaux et environnementaux dans le pays d'origine du migrant qui vont le "pousser" à sortir du pays (push factors) ou dans le pays de destination qui vont l'inciter à immigrer dans ce pays (pull factors). Historiquement, il est considéré que la stabilité économique et politique de l'UE ont été deux facteurs importants pour l'attraction d'immigrants. La migration dans les pays membres peut être utile pour résoudre les pénuries de main-d'œuvre, notamment dans les secteurs qui requièrent une main-d'œuvre peu ou non qualifiée. Ainsi, la migration peut être essentielle pour que l'UE ne voit pas sa population active diminuer.

En 2022, 5,1 millions d'immigrants provenant de pays hors-UE sont arrivés dans des pays de l'UE, soit 2 fois plus qu'en 2021 (2,4 millions d'immigrants), une hausse considérable qui s'explique en partie par l'afflux d'Ukrainiens vers l'UE suite à l'invasion russe. Parmi ce chiffre, la proportion d'hommes et de femmes reste quasiment la même (50,4% face à 49,6%) et un âge médian de 30,5 ans face à 44,5 ans pour le total de la population de l'UE. Ainsi, les immigrants deviennent une nouvelle source de main-d'œuvre, considérant leur jeune âge. Leur intégration dans le système peut être essentielle pour maintenir une stabilité dans le financement des organismes publics des États membres à travers les impôts et les cotisations sociales.

Le 1 janvier 2023, il y a 27,3 millions de citoyens non-européens résidant dans l'UE soit 6,1% de la population de l'UE. On retrouve le plus grand nombre de migrants en Allemagne (12,3 millions), Espagne (6,1 millions), France (5,6 millions) et Italie (5,1 millions) parmi lesquels la plupart sont non-européens. D'un autre côté, d'autres États-membres comme le Luxembourg, Chypre ou Malte comptent avec une grande partie de leur population composée de migrants, incités par les avantages fiscaux. Cette formule s'applique à d'autres pays appartenant à l'espace Schengen comme la Suisse et le Liechtenstein mais cependant hors UE.

Share of non-nationals in the resident population, 1 January 2023

(%)



Note: Bulgaria, Poland, Portugal, Slovakia, Finland, Sweden and Liechtenstein did not include refugees from Ukraine who benefit from temporary protection in their population and migration statistics.

(*) Break in series.

(†) Provisional.

(‡) Estimate.

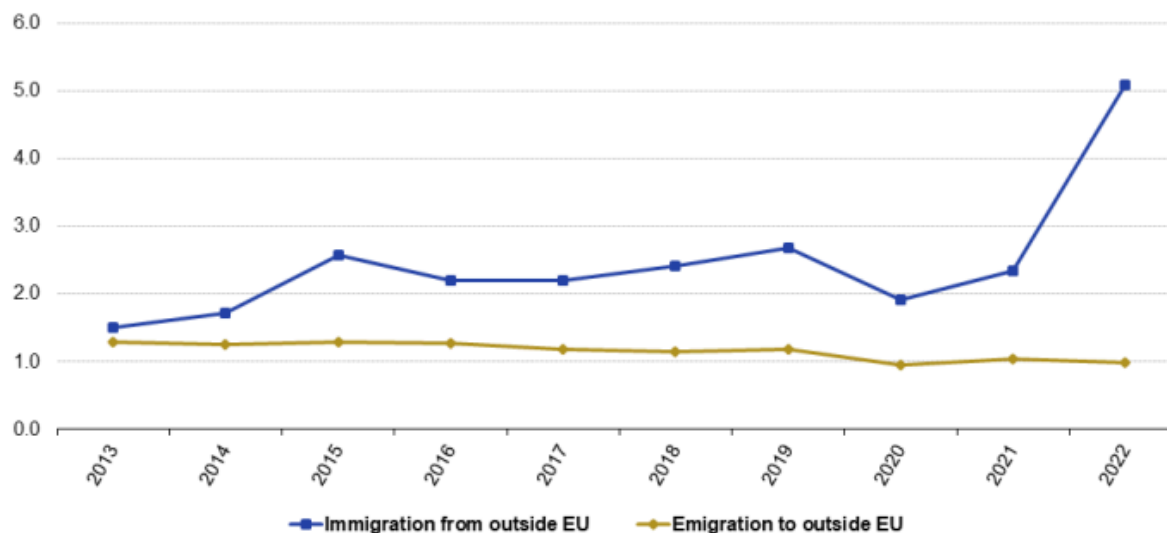
Source: Eurostat (online data code: migr_pop1ctz)

eurostat

D'un autre côté, environ 1 million de personnes émigrent à l'extérieur de l'UE chaque année depuis 2013. Ainsi, le solde migratoire (différence entre le nombre des personnes qui sont entrées sur un territoire et qui en sont sorties au cours de l'année), est positif, c'est-à-dire qu'il y a plus d'entrants que de sortants. Sur les 27 Etats membres de l'UE, 23 comptent plus d'immigrés que d'émigrés. Ce n'est, en revanche, pas le cas de la Croatie, de la Grèce, de la Lettonie et de la Roumanie, pour lesquels on parle alors de solde migratoire négatif. Le solde migratoire constitue l'élément principal de la croissance démographique européenne depuis le début des années 90. Si la population de l'UE croît jusqu'à 2027, qui est le cas, le solde migratoire compensera le solde naturel.

Immigrants from outside EU and emigrants to outside EU, EU, 2013–2022

(million)



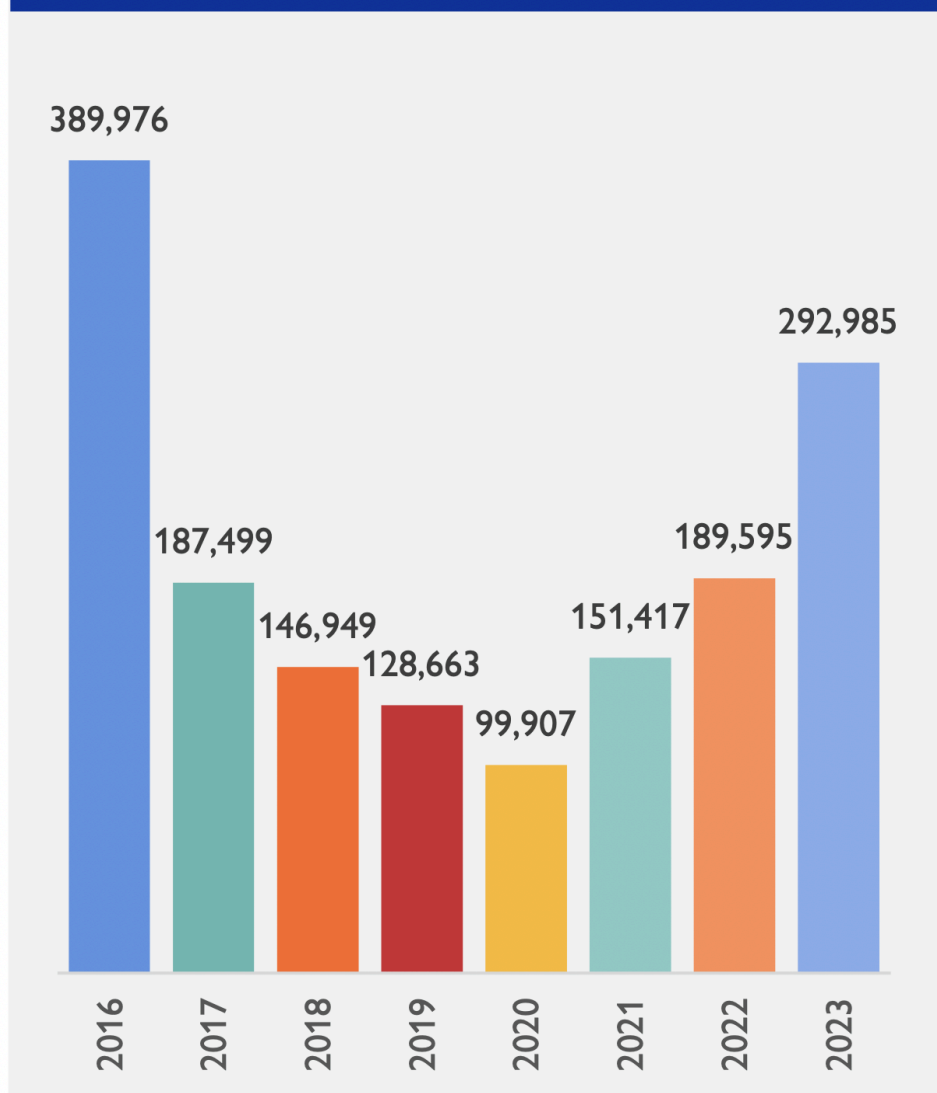
Note: Cyprus (2013-2019) migration data include the United Kingdom in the composition of the EU. Bulgaria, Poland, Portugal, Slovakia, Finland, Sweden and Liechtenstein did not include refugees from Ukraine who benefit from temporary protection in their population and migration statistics.

Source: Eurostat (online data codes: migr_imm5prv, migr_imm12prv, migr_emi3nxt and migr_emi5nxt)

eurostat

Finalement, selon Frontex, presque 385 000 arrivées irrégulières ont été enregistrées en 2023, le plus grand chiffre depuis 2016, mettant en évidence les défis sécuritaires et humanitaires que pose la gestion des frontières extérieures de l'UE. En effet, la traversée de la Méditerranée reste la route la plus empruntée mais aussi la plus meurtrière, avec plus de 3 000 personnes mortes ou portées disparues en 2023 et plus de 40 000 depuis 2014. L'immigration clandestine demeure une option très dangereuse et risquée, sachant que les migrants affrontent des conditions déplorable et inhumaines avec des chances d'être renvoyés à leur pays d'origine. Ainsi, afin de lutter contre l'immigration illégale, le Pacte sur la migration et l'asile a été adopté le 14 mai 2024. Ce pacte visant à renforcer les frontières extérieures de l'Union, la solidarité entre États-membres et la capacité de réaction à une potentielle crise migratoire entrera en vigueur en 2026.

Arrivals in Europe through the Mediterranean and WAAR, total by year, 2016-2023



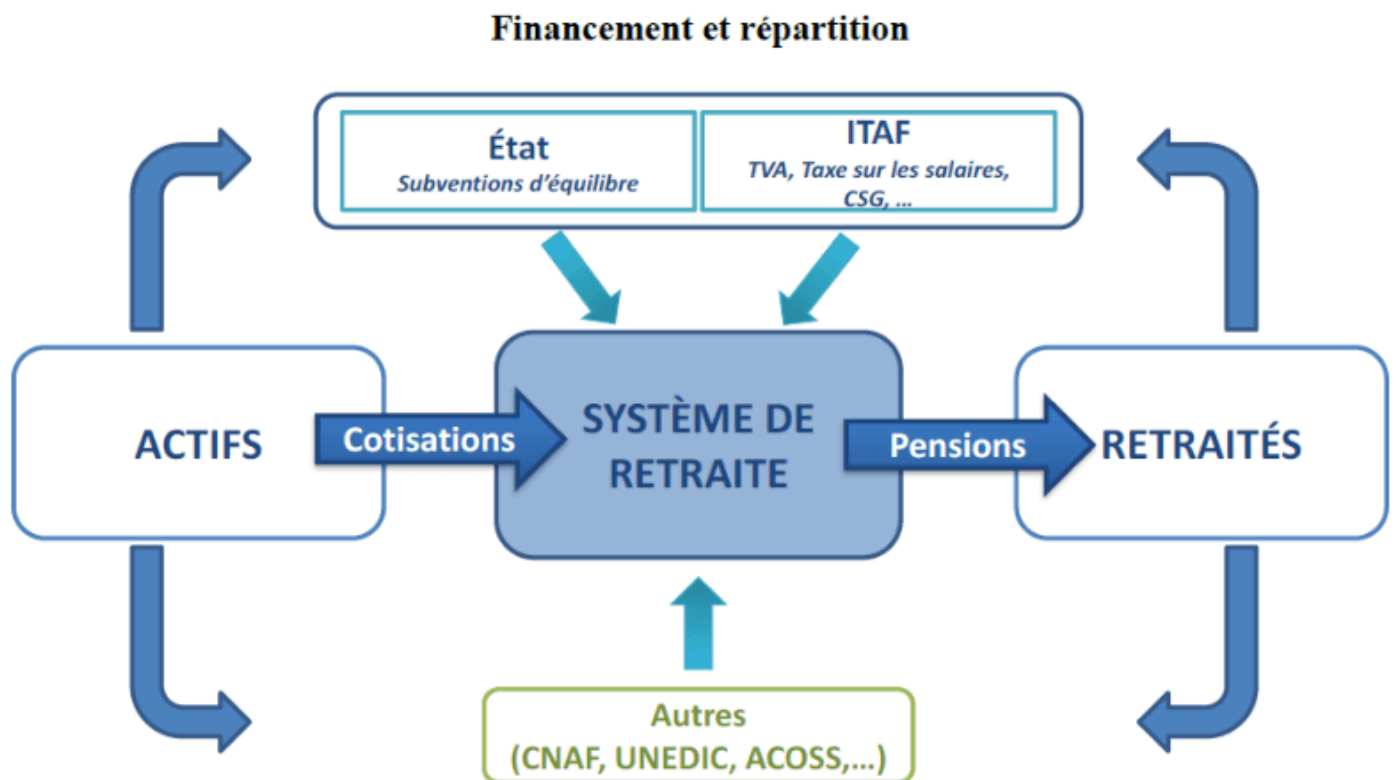
Source: [International Organization for Migration](#)

La hausse de l'immigration dans l'UE peut être une des solutions à la crise démographique, entraînant une augmentation de la population active. Néanmoins, la difficulté de la gestion migratoire met en place de nouveaux défis qui doivent être surmontés afin de garantir la sécurité dans les frontières extérieures et une stabilité intérieure.

IV) LA PROBLÉMATIQUE DES PENSIONS :

A. Le fonctionnement du système de pensions et le problème qui se pose

En Europe, la majorité des systèmes de retraite reposent sur un modèle par répartition. Ce modèle consiste à ce que les cotisations des travailleurs actifs servent à financer les pensions des retraités actuels. Cependant, avec la diminution du nombre de travailleurs et l'augmentation continue de la population retraitée, ce système rencontre des limites importantes. Le modèle par répartition devient de plus en plus difficile à soutenir financièrement, ce qui pousse les gouvernements à envisager des réformes pour en garantir la viabilité à long terme.



Face à la baisse de la natalité, au vieillissement accéléré de la population et à la pénurie de compétences, comment maintenir l'équilibre des finances publiques ?

Selon la Commission européenne, les dépenses de santé pour les personnes âgées et les retraités, qui représentent actuellement 25 % du PIB de l'UE, pourraient augmenter de plus de 2 % d'ici 2040.

Cette évolution démographique dans l'UE impacte fortement les services de soins : la proportion croissante de personnes âgées augmente la demande de soins et constitue un défi majeur pour assurer la viabilité financière à long terme des systèmes de protection sociale.

B. Le vieillissement de la population européenne

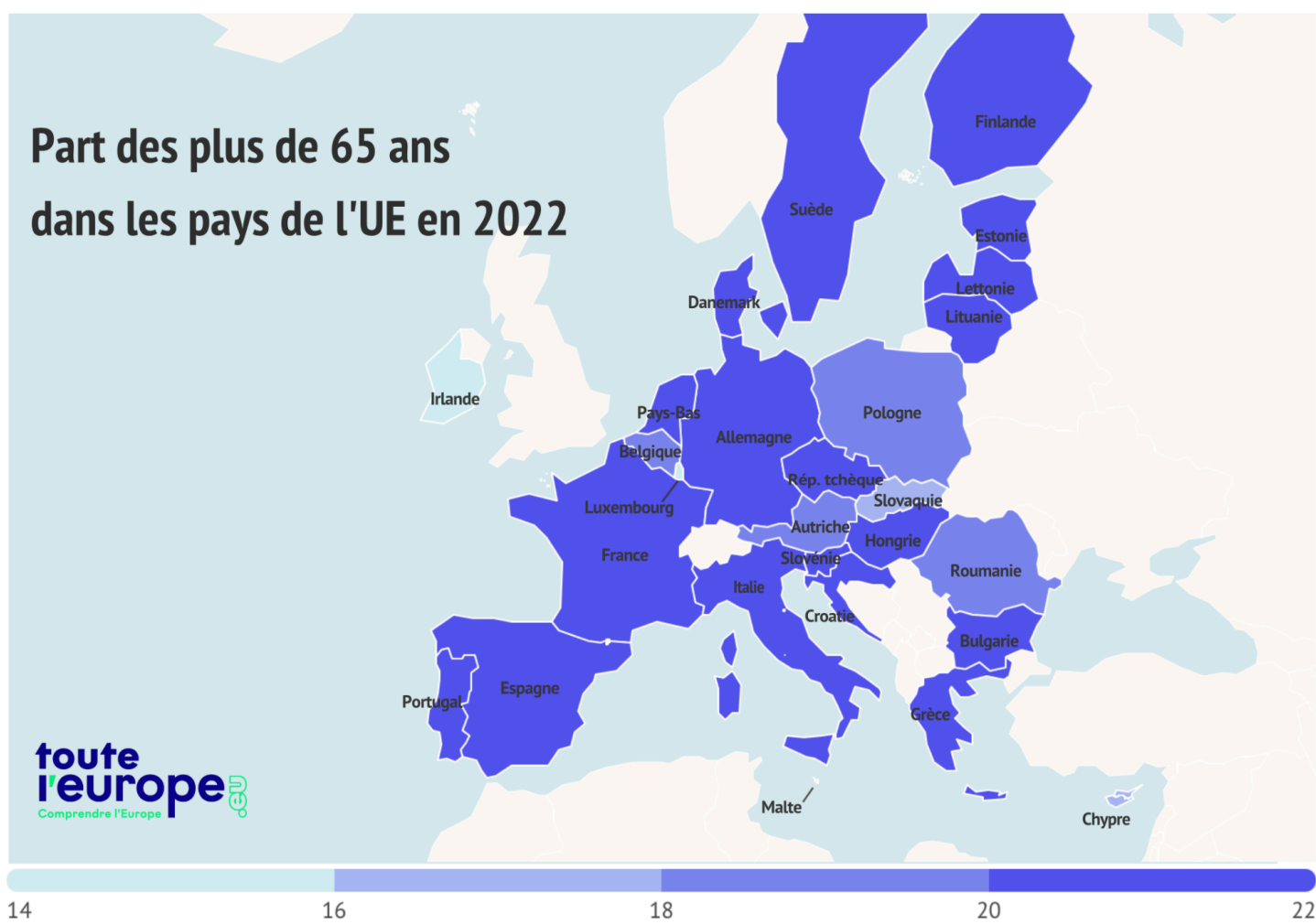
Vieillesse de la population : en raison de l'augmentation de l'espérance de vie, 30,3 % de la population devrait être âgée de 65 ans ou plus d'ici 2070 (contre 20,3 % en 2019). En 2021, la part des personnes de plus de 65 ans est passée au-dessus des 20 % et devrait continuer à croître, tandis que la proportion des 15-29 ans dans la population de l'UE était de 16,3 % en 2021. Aucun pays de l'Union européenne n'échappe à cette tendance, tous voient l'âge médian de leur population augmenter, tandis qu'aucun ne possède un taux de fécondité supérieur au taux de renouvellement.

Une durée de vie plus longue. Après une baisse pendant la pandémie de COVID-19, l'espérance de vie augmente progressivement à nouveau. En 2023, l'espérance de vie dans l'UE était estimée à 84,2 ans pour les femmes et à 78,9 ans pour les hommes..

Un nombre de jeunes en baisse. La proportion des 15-29 ans a diminué, passant de 18,1 % en 2011 à 16,3 % en 2021. Cette tendance devrait se poursuivre et s'accroître encore dans les régions rurales.

Une population âgée grandissante. À partir de 2026, la population européenne devrait entamer un déclin progressif, retombant à 447,9 millions à l'horizon 2050, un niveau proche de celui de 2022. Cette tendance est principalement due au fort vieillissement de la population. La part de la population active devrait diminuer de manière significative, tandis que la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus devrait augmenter. Une telle évolution affaiblit l'Europe, car elle va à l'encontre de la dynamique démographique mondiale. D'ici 2050, la proportion de personnes âgées de plus de 65 ans avoisinera les 30 %, contre environ 20 % aujourd'hui. Une population plus âgée représente des défis majeurs, notamment pour les systèmes de retraite et le secteur des soins de santé.

Le vieillissement de la population européenne est l'un des facteurs centraux de la crise des pensions. L'espérance de vie augmente, tandis que le taux de natalité diminue dans de nombreux pays. Cela entraîne un déséquilibre entre le nombre de travailleurs actifs et le nombre de retraités, rendant le financement des pensions plus difficile.

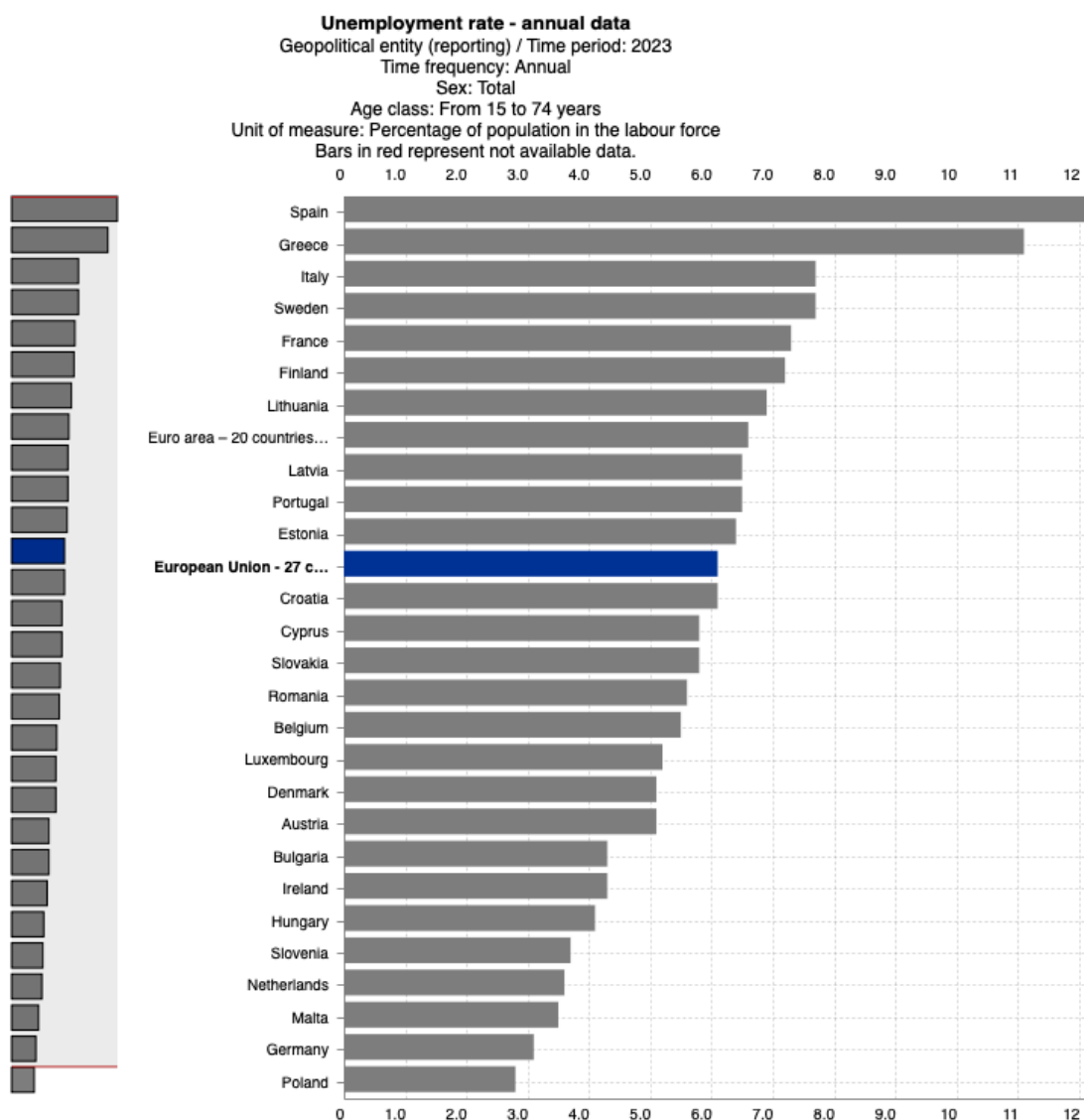


Part des plus de 65 ans dans la population des Etats membres de l'UE en 2022 (en pourcentage de la population totale)

Source : Eurostat

C. Le chômage

Les crises économiques, telles que la crise financière de 2008 et la pandémie de COVID-19, ont aussi aggravé la situation. Le chômage, notamment chez les jeunes, a réduit les cotisations sociales, tandis que les gouvernements ont dû augmenter les dépenses pour soutenir les populations vulnérables.



Source of data: Eurostat (online data code: tipsun20)
 Last update: 12/09/2024 23:00

eurostat

D. La complexité des réformes possibles

Plusieurs pays européens ont mis en place des réformes pour faire face à ces défis. Les mesures courantes incluent :

Augmentation de la durée de cotisation : certaines réformes exigent que les travailleurs cotisent plus longtemps pour avoir droit à une retraite à taux plein.

Encouragement des systèmes de retraite privés : certains gouvernements incitent les travailleurs à cotiser à des fonds de pension privés pour compléter les pensions publiques, qui deviennent insuffisantes.

Immigration et intégration de la main d'œuvre: Favoriser une immigration contrôlée pour combler les déficits démographiques et maintenir un flux stable de cotisants actifs.

Promotion du travail à temps partiel pour les seniors: Inciter les personnes âgées à rester actifs en proposant des formules de retraite progressive (travailler à temps partiel tout en recevant une partie de leur pension), cela réduit le choc financier.

Comptes notionnels: Chaque individu possède un compte virtuel où ses cotisations sont enregistrées, celles-ci génèrent des droits à pension en fonction de facteurs économiques et démographiques. (La Suède utilise ce système par exemple)

Les réformes des pensions créent souvent des tensions intergénérationnelles. Les jeunes générations se retrouvent dans une situation où elles risquent de cotiser plus longtemps et de toucher des pensions moins élevées que les générations précédentes, tout en devant financer les retraites de leurs aînés. Cela suscite des sentiments d'injustice, notamment chez les jeunes travailleurs.

Le problème des pensions en Europe est un défi multidimensionnel qui demande des réformes complexes et souvent impopulaires. Les gouvernements doivent trouver un équilibre entre garantir un niveau de vie décent pour les retraités tout en assurant la viabilité des systèmes pour les générations futures. Le dialogue social, la prise en compte des réalités démographiques et économiques, ainsi que l'anticipation des transformations du marché du travail sont des éléments essentiels pour faire face à cette crise durable

V) BIBLIOGRAPHIE :

https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2019/637955/EPRS_IDA%282019%29637955_FR.pdf

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2022/729461/EPRS_STU\(2022\)729461_FR.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2022/729461/EPRS_STU(2022)729461_FR.pdf)

<https://www.touteurope.eu/societe/les-plus-de-65-ans-en-europe/>

[Démographie en Europe : "l'Europe doit trouver une issue" \(commissaire\) | Euronews](#)

[Commission présente des outils pour gérer l'évolution démographique dans l'UE](#)

[Décroissance démographique dans les régions d'Europe : quelles solutions ? | Thèmes | Parlement européen](#)

https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/new-push-european-democracy/impact-demographic-change-europe_fr

<https://www.equaltimes.org/l-exode-rural-et-la-fuite-des?lang=es>

[Le solde migratoire des pays de l'Union européenne - Touteurope.eu](#)

[La population des pays de l'Union européenne - Touteurope.eu](#)

[Unemployment rate - annual data](#)

[L'accueil des migrants dans l'Union européenne | Statista](#)
<https://fr.statista.com> > Thèmes > L'immigration en France

[Les réponses de l'UE face aux questions de migration et d' ...European Parliament](#)
<https://www.europarl.europa.eu> > topics > article > les-r...

[DTM Mixed Migration Flows to Europe, Yearly 2023](#)
[International Organization for Migration](https://dtm.iom.int)
<https://dtm.iom.int> > tmzddl1461 > files > reports

[\[Fact-checking\] Les \(vrais\) chiffres de l'immigration dans l'Union européenne - Touteurope.eu](#)

[Qu'est-ce que le Pacte européen sur la migration et l'asile ? - Touteurope.eu](#)

[Fiche pays : Union-européenne](#)

https://www.google.com/url?q=https://france.representation.ec.europa.eu/informations/la-commission-presente-des-outils-pour-gerer-levolution-demographique-dans-lue-2023-10-11_fr&sa=D&source=docs&ust=1737206275257055&usg=AOvVawouxGXxUqPHnb365YLAIG-1

<https://www.google.com/url?q=https://ec.europa.eu/eurostat/web/interactive-publications/demography-2024&sa=D&source=docs&ust=1737206275247738&usg=AOvVaw3YadWe4Ci-IBC7tA4zjfB2>

[Espérance de vie - Europe et pays développés - Les chiffres - Ined - Institut national d'études démographiques](#)